

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages 600 F • 32 à 44 pages 1000 F • 48 à 60 pages 1500 F • Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F • Avis d'immatriculation 10 000 F • Certification du JO 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA
COMMUNICATION

ARRETE

2005 :

10 nov - Arrêté n° 3 / HAAC/05/PR portant cahier des charges et obligations générales des sociétés des radiodiffusions sonores et télévisions privées

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

ARRETES

ARRETE 0003/HAAC/05/PR portant cahier des charges et obligations générales des sociétés des radiodiffusions sonores et télévisions privées.

LE PRESIDENT DE LA HAUTE AUTORITE DE
L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi organique n° 2004-021 du 15 décembre 2004 relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;

Vu la loi n° 98-004 du 11 février 1998 portant code de la presse et de la communication ;

Vu le décret n° 2005-090/PR du 7 septembre 2005 portant nomination des membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;

Vu le règlement intérieur de la HAAC ;

ARRETE

CHAPITRE PREMIER

DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent cahier des charges et obligations générales des sociétés de radiodiffusion sonore et de télévision privées a pour objet de définir les conditions relatives :

- à l'organisation et au fonctionnement des sociétés de radiodiffusion et de télévision privées qu'elles soient commerciales, confessionnelles ou communautaires ;
- à la programmation et à la diffusion des émissions radiodiffusées et télévisées.
- à l'exploitation de la publicité ;
- au respect des prérogatives de la HAAC définies par les lois n° 98-004 du 11 février 1998 et n° 2004-021 du 15 décembre 2004.

Art. 2 : Les radios et télévisions privées ont pour objectifs :

- d'informer ;
- d'éduquer ;
- de distraire ;
- de véhiculer les cultures.

CHAPITRE II

DUREGIME JURIDIQUE

Art. 3 : Est définie comme radio ou télévision privée commerciale, toute radio ou télévision ne relevant pas de la puissance publique et des collectivités territoriales décentralisées et dont le but est essentiellement commercial.

Est considérée comme radio ou télévision privée confessionnelle ou communautaire, toute radio ou télévision privée à but non lucratif.

Art. 4 : Dans le cadre du présent cahier des charges et des obligations générales, tout exploitant, personne physique ou morale, doit être constitué en société anonyme ou en société à responsabilité limitée ou en association culturelle.

Art. 5 : Les sociétés de radios et de télévisions privées sont soumises au droit togolais et aux dispositions de l'article 39 de la loi organique n° 2004-021 du 15 décembre 2004 et des articles 38 et 39 de la loi n° 98-004 du 11 février 1998 portant code de la presse et de la communication aux termes desquels 51 % au moins du capital social doivent être détenus par les nationaux, 80 % du personnel doivent être de nationalité togolaise.

La participation au capital d'une société de radio ou de télévision privée doit être nominative.

Nul ne peut être majoritaire dans plus d'une société de radiodiffusion sonore et télévision privées.

CHAPITRE III

DE L'AUTORISATION D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION DE RADIO OU DE TELEVISION PRIVEE.

Art. 6 : L'exploitation de programme de radiodiffusion et de télévision est soumise à une autorisation préalable accordée

par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication. Cette autorisation doit tenir compte des conditions et obligations prévues par l'article 39 de la loi organique n° 2004-021 du 15 décembre 2004 susvisée.

Les demandes d'autorisations sont accompagnées de fiches et de formulaires dûment remplis dont les renseignements portent sur :

- l'objet et les caractéristiques générales du service ;
- les caractéristiques techniques des équipements d'émission ;
- la composition du capital ;
- la liste des administrateurs ;
- les prévisions des dépenses et des recettes ;
- l'origine et le montant des financements prévus ;
- la liste nominative du personnel prévu pour le démarrage.

Art. 7 : Les cahiers des charges établis pour les radios et télévisions privées autorisées doivent définir et préciser les données et conditions techniques prévues aux articles 41 et 42 de la loi organique susvisée, notamment la puissance du matériel de diffusion, la limite supérieure de puissance apparente rayonnée et la protection contre les interférences.

Art. 8 : La durée normale d'une autorisation d'installation et d'exploitation d'une société de radio diffusion sonore est fixée à cinq (5) ans et celle d'une télévision à dix (10) ans. Elle est renouvelable.

La demande de renouvellement est soumise aux conditions et délais prévus par les articles 45 et 46 de la loi organique susvisée.

CHAPITRE IV

DES CONDITIONS TECHNIQUES D'USAGE DES FREQUENCES

Art. 9 : L'usage des bandes de fréquences ou des fréquences pour la diffusion de service de communication audiovisuel est subordonné au respect des conditions techniques définies par le service chargé de la gestion du spectre radio électrique et qui concernent :

- les caractéristiques des signaux émis et des équipements de diffusion utilisés ;
- le lieu d'émission ;
- La limite supérieure de puissance apparente rayonnée ;
- la protection contre les interférences possibles avec l'usage d'autres techniques de communication ;
- la hauteur et les caractéristiques du pylône ;

- les conditions légales requises en matière des urgences essentielles de la sécurité publique de la sécurité des services radioélectriques, aéronautiques et du sauvetage des vies humaines.

Art. 10 : Les caractéristiques des signaux émis doivent être conformes aux règles générales définies par les institutions nationales et internationales en matière de télécommunications.

Art. 11 : La diffusion des émissions doit être effectuée à partir du site approuvé par la Haute Autorité.

En cas de gênes causées par les installations de diffusion, la Haute Autorité se réserve le droit d'imposer au diffuseur, toute modification technique nécessaire à leur suppression.

Ces modifications sont à la charge du diffuseur et peuvent concerner notamment la hauteur du pylône, le diagramme de rayonnement, la réduction de la puissance apparente rayonnée, le changement du site d'émission.

Art. 12 : Le refus par le diffuseur de procéder à toute modification ordonnée par la Haute Autorité entraîne le retrait pur et simple de l'autorisation d'installation et d'exploitation.

Art. 13 : La valeur de la puissance apparente rayonnée à ne pas dépasser pour chaque direction ainsi que la hauteur de l'antenne d'émission au-dessus du sol sont fixées dans l'autorisation d'installation et d'exploitation.

Art. 14 : Les données techniques et physiques ci-dessus énumérées font l'objet de contrôle sur les sites d'implantation par des équipes qualifiées désignées par la Haute Autorité.

Art. 15 : Le titulaire de l'autorisation d'installation et d'exploitation ne doit pas émettre de signaux en dehors de la fréquence qui lui a été assignée.

Art. 16 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées peuvent, sans préjudice des dispositions du présent cahier des charges, être soumises à des obligations particulières en fonction notamment des disponibilités des sites d'émission.

CHAPITRE V

DES DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 17 : L'usage d'une fréquence par une radio ou une télévision privée est assujéti au paiement d'un frais de dossier et d'une redevance annuelle.

Art. 18 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées exercent leurs activités dans un cadre commercial, religieux ou communautaire de manière continue et régulière. Elles

doivent par ailleurs disposer de ressources suffisantes et couvrir leurs charges dans le cadre d'un budget annuel.

Art. 19 : Les ressources des sociétés de radios ou de télévisions privées sont constituées principalement :

- du produit de la publicité radiodiffusée ou télévisée ;
- de la commercialisation des services en rapport avec son objet ;
- des subventions, dons et legs.

Art. 20 : Est interdite, toute aide en numéraire, en nature ou en industrie, provenant des partis politiques.

Art. 21 : Sont autorisés, les dons en matériel ou en espèce émanant des personnes physiques ou morales, des fondations nationales et internationales et des ONG.

La liste des dons émanant des Etats étrangers ou des organismes internationaux est communiquée à la Haute Autorité.

Toutefois, les projets de conventions liant les radios ou télévisions aux Etats étrangers ou aux organisations internationales sont soumis à l'avis préalable de la Haute Autorité.

Art. 22 : Les charges d'exploitation comportent :

- les charges du personnel ;
- les charges financières ;
- les charges d'amortissement ;
- diverses charges.

Art. 23 : La société de radio ou de télévision privée doit rendre publique la tarification de ses prestations et tenir une comptabilité régulière. Elle doit notamment :

- tenir à jour les états financiers ;
- tenir un livre journal ;
- produire des comptes de résultats ;
- s'acquitter des redevances, taxes et impôts auxquels elle est soumise conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE VI

DES OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES

Art. 24 :

Le président du conseil d'administration ou le directeur d'une société de radio ou de télévision privée est responsable des programmes diffusés sur ses antennes quelles que soient les modalités de leur fabrication, conformément aux textes en vigueur.

Art. 25 : La diffusion en différé ou en synchronisation d'émissions des chaînes et des stations étrangères et tout autre partenariat avec lesdites chaînes et stations doivent obligatoirement être portés à la connaissance de la Haute Autorité.

Les sociétés de radios ou de télévisions privées conçoivent leurs programmes conformément à leur genre qui peut être généraliste ou thématique.

Art. 26 : Toute société de radio ou de télévision privée doit compter au moins un professionnel de la communication pour diriger ses programmes. La mission d'intérêt général doit être clairement affirmée et se traduire dans la programmation.

Art. 27 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées, par leurs programmes doivent contribuer :

- à la mise en valeur du patrimoine national et participer à son développement à travers les œuvres radiophoniques ou télévisuelles qu'elles diffusent ;
- à l'information, à l'éducation et à la distraction du public.

Art. 28 : Tout programme doit contribuer à l'équilibre de l'information. Il doit également respecter le caractère pluraliste de l'expression des courants de pensée et d'opinion.

Art. 29 : Les programmes des sociétés de radios et de télévisions privées doivent répondre à une éthique qui respecte la personne humaine et sa dignité, qui protège l'enfance et l'adolescence et d'une manière générale le public jeune.

Art. 30 : Les sociétés de radios et de télévisions privées doivent faire preuve de la plus grande prudence lorsqu'elles sont amenées à diffuser des informations pouvant nuire à des enquêtes en cours.

Art. 31 : Les auditeurs doivent être avertis sous une forme appropriée lorsqu'il est programmé des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité notamment celle des enfants et des adolescents.

Les sociétés de radios ou de télévisions privées s'engagent à prendre toutes mesures de nature à permettre l'exercice du droit de réponse et du droit de rectification dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

Art. 32 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées s'engagent à ne pas se prêter à l'apologie du crime, aux appels à la haine tribale et raciale et à la xénophobie.

La programmation d'émissions contraires aux lois et règlements, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la sécurité publique et aux respects de la dignité de la personne humaine est interdite.

Art. 33 : Dans leurs programmes de variétés musicales, les sociétés de radios ou de télévisions privées doivent accorder

un quota d'au moins 40% à la chanson et à la musique d'expression togolaise.

Les sociétés de radios ou de télévisions privées peuvent programmer et diffuser des pièces de théâtre produites par elles mêmes ou par les troupes théâtrales, les festivals et les organismes d'action culturelle.

Les sociétés de radios ou de télévisions privées sont tenues de respecter les dispositions légales relatives aux droits d'auteur.

Art. 34 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées peuvent produire et diffuser des magazines et toutes émissions à caractère historique, économique, social, culturel, scientifique, technique, politique et sportif.

Ces magazines et émissions devront veiller au respect des principes d'équilibre et de pluralisme de l'information.

Art. 35 : Les sociétés de radios ou télévisions privées sont autorisées à mettre à titre onéreux un temps d'antenne à la disposition de tiers à l'exception des partis politiques.

Ces émissions sont programmées et diffusées sous forme de publi-reportages et identifiées comme tels.

La diffusion des spots publicitaires sur les produits et les articles n'est pas autorisée dans les émissions de publi-reportages.

Art. 36 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées peuvent programmer et diffuser des émissions destinées aux enfants et aux adolescents.

Ces émissions doivent s'attacher à leur faciliter l'entrée dans la vie active et à leur inculquer l'esprit civique.

Art. 37 : Les sociétés de radios ou télévisions privées sont tenues de contribuer à travers leurs émissions et messages à la protection de l'environnement notamment la sauvegarde de la flore et de la faune.

Art. 38 : Toutes les émissions diffusées sont enregistrées et conservées pendant une période de 90 jours à partir de la date de diffusion.

La Haute Autorité peut à tout moment vérifier la conformité du contenu des émissions par rapport aux obligations fixées dans le présent cahier des charges.

CHAPITRE VII

DE LA PUBLICITE

Art. 39 : Conformément aux dispositions de l'article 30 de la loi organique susvisée, la Haute Autorité exerce son contrôle sur l'objet, le contenu et les modalités de programmation des émissions et messages publicitaires diffusés par les titulaires des autorisations.

Art. 40 : Le contenu des messages publicitaires doit être conforme aux exigences de véracité, de décence et de respect de la personne humaine.

Les messages publicitaires doivent être exempts de propos violents ou susceptibles de provoquer la peur, la haine, la dépravation ou d'encourager les abus, imprudences ou négligences.

Les messages publicitaires doivent être exempts de toute forme de discrimination.

Les messages publicitaires ne doivent contenir aucun élément de nature à choquer les convictions religieuses ou philosophiques des auditeurs ou téléspectateurs.

Les messages publicitaires ne doivent en aucun cas porter atteinte à l'image de la femme.

Art. 41 : Les messages publicitaires doivent être conçus dans le respect des intérêts des consommateurs. Ils ne doivent en aucun cas abuser de leur naïveté ni les induire en erreur directement ou indirectement, en raison de leur caractère ambigu.

Art. 42 : La publicité ne doit, en aucun cas, exploiter l'inexpérience ou la crédulité des enfants et des adolescents.

Les enfants et les adolescents ne peuvent être acteurs principaux de ces messages que s'il existe un rapport direct entre eux et le produit ou le service concerné par le message publicitaire.

Art. 43 : Sont autorisées et considérées comme parrainage, les contributions d'organismes publics ou privés désirant financer des émissions dans le but de promouvoir leur image, leurs activités ou leurs réalisations en faisant connaître leur nom, leur dénomination ou leur raison sociale, à l'exclusion toutefois des émissions pour lesquelles la société de radio ou de télévision privée ne détiendrait pas l'entière maîtrise de la programmation. Sont autorisées avant ou après diffusion de ces émissions à l'exclusion de toute autre mention :

- la dénomination de l'entreprise et sa raison sociale ;
- la référence aux signes distinctifs habituellement associés à la présentation de ce nom, de cette dénomination ou de cette raison sociale.

De telles mentions peuvent également être évoquées ponctuellement dans les émissions parrainées sans que cela le soit en permanence.

Art. 44 : Sont interdits, les messages publicitaires relatifs à la promotion :

- des armes à feu, cartouches ou jouets de guerre ;
- des boissons alcoolisées ;
- des tabacs et produits de tabac

et les messages publicitaires concernant les produits faisant l'objet d'une interdiction législative ou réglementaire.

Art. 45 : Sont également interdits des messages publicitaires concernant les médicaments ou tout autre produit médicinal n'ayant pas obtenu l'agrément du ministère de la Santé.

Art. 46 : Sont considérés comme dangereux, et donc interdits, les messages publicitaires émanant des pseudo pasteurs, des guérisseurs et autres vendeurs d'illusions.

CHAPITRE VIII

DES DISPOSITIONS SPECIALES

Art. 47 : Le respect et la sauvegarde de l'ordre public restent un impératif constant à observer dans l'exécution des grilles de programmes.

Les sociétés de radios ou de télévisions privées veillent au respect des textes législatifs et réglementaires en matière de défense nationale et de sécurité de la population. Il leur est notamment interdit de programmer et de diffuser des émissions qui incitent à la violence, à la haine et à la sédition.

Art. 48 :

Le président du conseil d'administration ou le directeur d'une société de radio ou de télévision privée engage sa responsabilité conformément aux textes en vigueur lorsque les émissions d'expression directe qu'elle produit, programme et diffuse, portent atteinte à l'ordre public ou aux droits des tiers.

Art. 49 : Les sociétés de radios ou de télévisions privées soumettent à la Haute Autorité, les grilles des programmes et leur contenu deux (2) mois avant leur application.

La Haute Autorité se prononce dans un délai d'un mois en proposant des modifications en cas de besoin. Son silence pendant ce délai vaut approbation tacite du programme.

Art. 50 : Tout arrêt des émissions d'une radio ou d'une télévision privée d'une durée de plus de trente (30) jours, doit être porté à la connaissance de la Haute Autorité, par lettre contenant les causes de l'interruption.

Toute société de radio ou de télévision privée qui a cessé d'émettre pendant au moins (3) mois continus, doit adresser une nouvelle demande d'autorisation à la Haute Autorité, avant la reprise de ses émissions.

Art. 51 : La société de radio ou de télévision privée doit remettre chaque année à la Haute Autorité au plus tard le 30 juin son bilan et ses comptes d'exploitation du dernier exercice clos.

CHAPITRE IX

DES SANCTIONS

Art. 52 :

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication adresse aux sociétés de radios ou de télévisions privées,

des mises en demeure en cas de manquements graves aux obligations qui leur sont imposées par le présent cahier des charges et règlements en rigueur. Elle rend publiques ces mises en demeure.

Art. 53 : En application des dispositions de l'article 53 de la loi organique susvisée, les titulaires d'autorisations sont tenus de se conformer aux mises en demeure qui leur sont adressées sous peine d'encourir l'une des sanctions suivantes infligées par la Haute Autorité :

- une sanction pécuniaire dont le montant est fixé par la loi ;
- la suspension d'une partie du programme pour un (1) mois au plus ;
- la suspension de l'autorisation pour un (1) mois au plus ;
- la réduction de la durée de l'autorisation dans la limite d'une année ;
- le retrait de l'autorisation ;
- le retrait de l'autorisation et la saisie des équipements d'émission.

CHAPITRE X

DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Art. 54 : La société de radio ou de télévision privée communautaire ou confessionnelle s'engage à ne programmer et à ne diffuser que des émissions ayant un rapport avec l'objet de son autorisation.

Art. 55 : Aucune société de radio ou de télévision privée communautaire ou confessionnelle n'est autorisée à :

- programmer et diffuser des émissions ou des informations politiques ;

- donner la parole aux représentants des partis politiques durant ou en dehors des campagnes électorales ;
- animer des émissions interactives à caractère politique.

Art. 56 :

La société de radio ou de télévision privée communautaire ou confessionnelle peut produire et/ou diffuser des émissions d'instruction civique et d'éducation à la vie communautaire ou religieuse.

CHAPITRE XI

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 57 : Le présent arrêté portant cahier des charges et obligations générales des sociétés de radios et de télévisions privées entre en vigueur pour compter de la date de sa signature et abroge toutes les dispositions antérieures.

Art. 58 : Il sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 10 novembre 2005

Le Président de la Haute Autorité de
l'Audiovisuel et de la Communication

Philippe EVEGNO.